

Chère industrie chimique et pharmaceutique: Toute la vérité et rien que la vérité

C'est ainsi que l'industrie chimique et pharmaceutique veut sauver les prix exorbitants qu'elle pratique sur les médicaments

Vous souvenez-vous? En 1997, je vous ai démontré dans une annonce, que les prix des médicaments en Suisse étaient honteusement prohibitifs. Je vous demandais: «Est-il normal, légal et peut-on prendre la responsabilité du fait que le produit contre le rhumatisme par exemple «Voltaren Rapid 10 DRA 50 mg» coûte chez nous Fr. 12,75, mais en Italie, le pays limitrophe le moins cher, seulement Fr. 3.12 et à Moscou même Fr. 1.10 seulement?» L'initiative populaire fédérale pour des médicaments à moindre prix fut mise en œuvre en un temps record. Vous pouvez maintenant, le 4 mars prochain, voter pour cette initiative populaire. Écrivez-moi si vous désirez recevoir à nouveau l'annonce d'alors (Karl Schweri, case postale, 8045 Zurich) ou consultez le site Internet www.denner.ch

Une avalanche d'annonces

Déjà le début de cette année, vous subissez une avalanche d'annonces. D'une manière tapageuse et avec de la couleur rouge, l'industrie chimique tente de vous donner des sueurs froides: Celui qui approuvera l'initiative, telle la teneur de ces annonces, se nuit à lui-même. Le médicament le plus efficace ne pourrait plus être payé par la caisse de l'assurance-maladie. Et la sécurité des médicaments serait supprimée, parce que le contrôle suisse des médicaments des importations de l'étranger serait éliminé.

Ces annonces regorgent de contrevérités destinées à répandre la peur. Dans tout cela, il ne s'agit de rien d'autre que de la volonté de l'industrie chimique de sauver les prix excessivement élevés des médicaments en Suisse. Qui, croyez-vous, a bien le meilleur contrôle des médicaments: les 26 cantons suisses qui financent le petit bureau à Berne de «l'Office Intercantonal de Contrôle des Médicaments» (OICM), ou bien les puissances européennes telles que l'Allemagne, la France, l'Italie ou la Grande-Bretagne? Les médicaments qui sont autorisés là-bas, sont au moins aussi sûrs que ceux qui ont été approuvés par l'OICM. Lorsque l'initiative stipule que - nota bene - **qu'en présence de médicaments à l'efficacité égale (des préparations originales ou des médicaments dits génériques) le médicament le moins onéreux doit être prescrit**, cela est loin de signifier qu'une «médecine de deux classes» va être mise en place. La substance active contenue par exemple dans «Voltaren» - le Natrium-Diclofenac - l'est aussi bien dans les préparations dites «de copie» (que l'on nomme aussi les «produits génériques»). Et dans la plupart des cas, la substance active provient même de la même fabrique chimique et pharmaceutique. C'est tout au plus le parfum de la crème qui diffère! On se souvient alors de la belle histoire de la Radio Jerewan: **Demande à la Radio Jerewan: Pourquoi le Cognac cinq étoiles arménien est-il tellement plus cher que le Cognac trois étoiles arménien?**

Réponse de la Radio Jerewan: Nous ne le savons pas non plus, mais tous les deux proviennent du même tonneau!

Et pour les médicaments, il n'en va pas autrement. Mais voilà, les produits génériques sont beaucoup moins chers, et l'industrie chimique et pharmaceutique préfère vendre ses produits à des prix fortement trop élevés, des prix qui vous grugent, que soyez malades ou en bonne santé, parce que les malades ou les bien-portants doivent payer en conséquence des primes plus élevées de l'assurance-maladie.

20 millions pour de la fumée en poudre et du brouillard de pilules

Les quelques 20 millions de francs, dépensés en ce moment par l'industrie chimique et pharmaceutique pour sa propagande avant la votation, ne veulent avoir pour d'autre effet que de tromper votre bon sens avec de la fumée en poudre et du brouillard de pilules. Une fois de plus vous, qui avez le droit de vote, devez être incités à voter contre votre propre intérêt.

Les 20 millions de francs qui sont là dilapidés sur papier journal, et bientôt aussi sur des affiches, l'industrie chimique les a auparavant soutirés pendant des années en pratiquant des prix exorbitants, de votre propre porte-monnaie ou de celui des personnes qui ont eu besoin de médicaments.

L'initiative de DENNER a déjà montré quelques effets

Bien entendu l'initiative de DENNER n'est pas restée sans conséquence. Sous sa pression, l'Office Fédéral des Assurances Sociales est - enfin! - arrivé à réduire légèrement les prix d'une série de médicaments. Mais les réductions sont demeurées bien trop modestes. Il va de soi que les prix des médicaments ne tarderaient pas d'augmenter si l'initiative pour les médicaments à moindre prix était rejetée. Déjà maintenant, l'industrie chimique et pharmaceutique fournit gratuitement aux médecins des blocs d'ordonnance pré-imprimés, sur lesquels figure déjà l'inscription que le seul médicament pouvant être délivré par le pharmacien, c'est le médicament le plus onéreux, et non pas celui de même qualité qui est pourtant aussi le moins cher. Mais pourquoi 160 parlementaires environ soutiennent le NON? Et bien demandez-vous donc d'où viennent les subventions des partis bourgeois, tant importantes pour leurs campagnes électorales. Et demandez-vous pourquoi au Parlement les offensives qui font mal à l'industrie chimique et pharmaceutique sont la plupart du temps rejetées à la majorité! Car celui qui paie, commande, et cela aussi en politique.

C'est pourquoi il est important que, dès la réception de vos documents pour la votation dans les prochains jours, vous remplissiez aussitôt votre bulletin de vote et que écriviez un grand OUI en faveur de l'initiative pour des médicaments à moindre prix. Vous pouvez alors vous attendre à ce que les primes de votre caisse d'assurance-maladie n'augmentent plus autant, comme cela vient de se produire à nouveau.

DENNER SA



Karl Schweri